FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES D'EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 115 **50 F**

15 juillet au 31 août 2001

► DOSSIER : **Le Siècle (4)** (p.1-2)

► POLITIQUE : (p.3-4)

► LOBBIES : (p.5)

► DOCUMENT : **Mgr Thomas et la franc-maçonnerie** (p.6-7)

► ETRANGER : (p.8)

► ECONOMIE : (p.9)

► KIOSQUE : (p. 10-11)

► POLITIQUEMENT INCORRECT : (p.12)

BONNES VACANCES

prochain numéro

le 1er septembre

INDEX

Aubry M; p.3
Barat M. p.5
Bauer A. p.5
Besancenot O. ..p.4
Bush G. p.8
Chirac J. p.3
Ducousset R. p.1
Dumait A. p.3
Eliacheff C. p.1
El-Assad B. p.3
Faurrisson R. ..p.12
Fels X. p.1
Forette F. p.1
Gallois P.-M. p.4
Garbois J. p.2
Gaudin J.-C. p.3
Genestar A. p.2
Ghosn C. p.2
Goasguen C. p.4
Hagelsteen M.-D.p.2
Hannoun H. p.2
Houzé P. p.7
Jean-Pierre T. p.4
Jéquier S. p.3
Joffrin L. ....p.
Joly L. p.4
Jospin L. p.3
Jouven F. p.7
Krivine A. p.4
Le Pen J.-M. ..p.2/3
Lebel F. p.4
Legaret J.-F. p.4
Macias E. p.4
Madelin A. p.4
Mariage T. p.5
Mattéi J.-P. p.5
Millon C. p.1
Nora P. p.4
Reynouard V. ...p.10
Rocca-Simon A.p.4
Roeder M. p.8
Salles R. p.3
Scemama J.-L. ...p.5
Seillière E.-A. p.9
Séguin P. p.5
Sharon A. p.8
Taittinger A.-C. p.9
Tapie B. p.9
Teissier G. p.3
Thomas J.-C. p.6
Wagner G.-P. ..p.10
Yosef O. p.8

DOSSIER LE SIECLE 2001 (4)

Voici la suite (1) des biographies des nouvelles personnalités admises comme invités en 2000 et 2001 au sein du club Le Siècle, qui peut être considéré comme le principal réseau de pouvoir en France. On le vérifie aisément à l'énoncé des postes occupés par ses membres, aussi bien aux gouvernements ou les banques, que les entreprises ou les médias. Évidemment, par-delà les étiquettes politiques, ils incarnent le véritable pouvoir d'aujourd'hui et de demain en France.

1. Voir F&D 112, 113 et 114. L'historique complet, avec biographie de ses membres depuis les années 70 a été publié dans *Enquête au cœur du pouvoir*, avec des mises à jour effectuées dans *F&D* : 1996 (8, 30), 1997 (63), 1998 (n° 75 à 79) et 1999 (88 et 89). Cet ouvrage peut être commandé à notre adresse, y compris avec les suppléments réunis dans un tiré à part, pour 250 F port compris.

Richard Ducousset. Editeur, né le 23 octobre 1944 à Chatelus Malvaleix (Creuse). Passé par le lycée Pasteur de Neuilly, la faculté de droit de Paris et l'Ecole des langues O, ce docteur en économie, également licencié en droit et diplômé de Sciences Po Paris, a été assistant à la faculté de droit de Paris en 1967-1968, avant d'entrer à France Editions Publications, comme conseiller de **Pierre Lazareff**. Directeur du marketing de Régie-Presse et Publicis (1971-1976), il a basculé vers l'édition, devenant directeur général d'Albin Michel à partir de 1977, formant un tandem à succès avec le PDG de cette maison, **Francis Esménard**. Administrateur du Grand Livre du mois, gérant de Canal + Editions et des éditions Magnard, ce Machiavel de l'édition a épousé **Isabelle Laffont**, fille de l'éditeur **Robert Laffont**. « Séducteur, un rien ironique, il est l'homme des coups, des relations mondaines et littéraires, et donc des prix (*L'Evénement du jeudi*, mars 1998). »

Caroline Eliacheff. Née Marie Caroline Natasha Eliacheff le 5 juin 1947 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), elle est la fille d'**Anatole Eliacheff**, producteur de cinéma, et de la journaliste et ancien ministre giscardien **Françoise Giroud**. Docteur en médecine et titulaire d'un diplôme d'études spécialisées en psychiatrie infantile, elle est psychanalyste depuis 1974. Elle fut notamment attachée de consultation à l'hôpital des Enfants malades (1972-1980), responsable du centre médico psychologique d'Issy-les-Moulineaux (1980-1995). Vice-présidente de l'association La Cause des bébés et de l'Association pour la recherche et l'enseignement sur les troubles de type aphasique, elle a signé divers ouvrages, dont *Les Indomptables, figures de l'anorexie* (en collaboration, 1989), *A corps et à cris, être psychanalyste avec les tout petits* (1993), *Vies privées, de l'enfant roi à l'enfant victime* (1997). Membre du club Femme Forum, elle a signé la pétition des auteurs hostiles à son éditeur, **Odile Jacob**, qui avait osé publier, en 1998, un essai de **Charles Millon**, *La Paix civile*, mais s'est toutefois opposée, comme pédo-psychiatre et psychanalyste à l'adoption de la loi sur le PACS (*Le Monde*, 27 janvier 1999), ainsi qu'à la loi sur la parité en matière politique.

Xavier Fels. Directeur de société, né le 17 octobre 1945 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Fils d'un industriel et d'un médecin, cet ancien élève d'HEC et de l'Ena, également licencié en droit, est devenu secrétaire des Affaires étrangères en 1971. Après un passage au cabinet du ministre des Affaires étrangères **Louis de Guiringaud** (1976-1978), comme conseiller technique, il fut notamment premier conseiller à Washington de 1980 à 1983, conseiller diplomatique à la Direction générale des télécommunications, secrétaire international du programme Eurêka (1986-1989) et secrétaire général de la délégation française aux Nations Unies (1990). Chargé de mission pour les affaires internationales de **Catherine Tasca**, ministre socialiste de la Communication (1991) puis conseiller diplomatique d'**Hubert Curien**, ministre mitterrandien de la Recherche, de la Technologie (1991-1993), il est devenu, en 1993, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'organisation de l'aviation civile internationale. En 1995, ce spécialiste des réseaux, fin connaisseur du lobbying, est devenu directeur des relations extérieures de Peugeot, puis de PSA.

(Suite page 2)


SHOUT
SHARE
IT

DOSSIER

(Suite de la page 1)

Françoise Forette. Professeur de médecine. Chef du service de gérontologie clinique à l'hôpital Broca et professeur des universités au CHU Cochin et à l'université Paris V, ce docteur en médecine est l'un des meilleurs spécialistes français du vieillissement. Egalement présidente de la filiale française de l'International Longevity Center, elle est cofondatrice et présidente du conseil scientifique de l'association France-Alzheimer et directeur de la Fondation nationale de gérontologie, ainsi qu'administrateur de la Croix Rouge française. **Jacques Toubon** ayant été contraint, à la suite de son inculpation, de figurer en seconde place sur la liste séguiniste dans le XIIIe arrondissement de Paris, elle a conduit cette liste, devenant conseiller RPR de Paris.

Jean Garbois. Banquier, né le 1er octobre 1940 au Caire (Egypte). Ancien élève d'HEC, il est vice-PDG de la Banque Odier Bungener Courvoisier (groupe ABN-AMRO) et président de l'Office de coordination bancaire et financière, ainsi que du Groupement des banques étrangères de l'Association française des banques.

Alain Genestar. Journaliste. Sa biographie détaillée figure dans l'*Encyclopédie politique française*. Mise à jour : d'origine espagnole, le directeur du *Journal du dimanche* d'avril 1987 à mai 1999, a également été, à partir de mai 1998, administrateur de *L'Evénement du jeudi* et chroniqueur hebdomadaire, à partir de 1995, à *Radio France International*, se montrant toujours d'un antinationalisme total. A propos de **Jean-Marie Le Pen**, il déclarait : « Par principe, on ne l'a jamais interviewé. Car Le Pen n'est pas un homme politique comme les autres, c'est un fasciste (*VSD*, 12 mars 1998). » Vice-président du Club français de la presse-Press Club de France, en charge des relations avec les institutions politiques, il a succédé, en mai 1999, à **Roger Thérond** (malgré l'opposition de ce dernier) comme directeur général de la rédaction de *Paris Match*, vice-président du comité éditorial d'Hachette Filipacchi médias. Lors de la guerre contre la Yougoslavie, il fut l'un des journalistes les plus bellicistes, estimant que « la décision de faire la guerre marque la volonté de l'Europe de prendre son destin en main » (*Le Journal du dimanche*, 28 mars 1999). Il a signé un roman très autobiographique *Le Baraquement américain* (1999) et un essai *Français, si vous rêviez* (1995).

Benoit Genuini. Président de société. Ce polytechnicien appartient au « board » d'Accenture et préside Accenture SA (ex-Andersen Consulting).

Philippe Germond. Directeur de sociétés, né le 19 février 1957 à Boulogne-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Ce fils d'ingénieur chez NCR, passé par Saint-Louis-de-Gonzague de Paris et Sainte-Geneviève de Versailles, est ingénieur de l'Ecole centrale et master of science of management. Entré aux Etats-Unis chez Hewlett-Packard en 1980, il a gravi de nombreux échelons dans cette multinationale informatique, étant notamment directeur du réseau de distribution (1986-1988), directeur commercial (1989), directeur général pour l'Europe du sud, le Moyen-Orient et l'Afrique (1994-1995), avant d'entrer chez SFR (téléphonie mobile) comme PDG en 1997, ainsi que de TDR (radio-messagerie). Considéré comme le principal responsable de la diversification de la CGE dans la téléphonie et la communication, ce quasi-inconnu a également été administrateur-directeur général de Cegetel à partir de 1997 (succédant à **Philippe Glotin**, disparu brutalement) et en est le PDG depuis 2000. Il est également membre du comité exécutif de Vivendi et directeur général délégué pour la communication de ce groupe, ainsi qu'administrateur de plusieurs de ses filiales (Pathé, *Canal +*, etc.) Il appartient au Club des 40 dont la principale figure est **Jean-Marie Messier**, qui l'a d'ailleurs recruté à la suite de rencontres dans ce cercle très sélect.

Carlos Ghosn. Président de sociétés, né le 9 mars 1954 (Brésil). Libanais par son grand-père et français par sa mère, il a épousé une Libanaise. Cet ancien élève des Jésuites est titulaire de la nationalité française. Il est donc « libanais de souche, brésilien de naissance, américain de culture et français d'adoption, polyglotte et cosmopolite » (*L'Express*, 1er avril 1999). Après des études primaires et secondaires au Brésil, il a rejoint la France, reçu à l'Ecole polytechnique (et membre du corps des Mines), détenant également un DEA de sciences économiques. Entré chez Michelin en 1978, il débuta comme chef de fabrication à Cholet avant de diriger l'usine du Puy. Il a pris, à 35 ans, la présidence de sa filiale en Amérique du Nord en 1989, réussissant la fusion avec l'Américain Uniroyal Goodrich, alors en difficulté. « Il a fallu casser les syndicats et virer des milliers d'ouvriers (*Libération*, 26 juin 1999). » Ayant gagné la confiance de *François Michelin*, c'est ce « cost killer » qui sera chargé de la formation de son fils, **Edouard Michelin**. N'ayant aucune chance de prendre la tête de la société de pneumatiques, bien que contrôlant 60% de son chiffre d'affaires (la filière de pneus « camionnettes et tourisme »), il sera recruté, via un chasseur de têtes, par **Louis Schweitzer**, ex-directeur de cabinet de **Laurent Fabius**, comme n° 2 de Renault en décembre 1996, toujours pour redresser la firme française qui accumulait alors les pertes (5,25 milliards de F en 1996), devenant le benjamin du comité exécutif de l'entreprise nouvellement privatisée. Il s'y emploiera d'une part en réduisant les coûts, d'autre part en développant à l'international (en particulier au Brésil, pays-phare du développement de Renault). Il devient le 25 juin 1999, le n°2 opérationnel de Nissan (dont Renault est l'actionnaire de référence avec 36,8%), chargé en fait de redresser l'entreprise japonaise en difficulté depuis le début des années 90, succédant alors au président **Yoshikazu Hanawa**, ayant réussi cette véritable mission impossible, devenant ainsi « le Français le plus connu au Japon » (*Le Monde*, 30 mai 2000). Le « roi Carlos » fait désormais figure de dauphin de **Louis Schweitzer**.

Marie-Dominique Hagelsteen. Conseiller d'Etat, née le 1er avril 1948 à Arenberg (Allemagne). Elle est la fille de **Jean Monfraix**, préfet. Entrée au Conseil d'Etat à sa sortie de l'Ena en 1972, elle est devenue maître des requêtes en 1978 et conseiller d'Etat en juillet 1990. Directeur des services juridiques d'Elf-Aquitaine (1981-1986), elle fut par la suite conseiller juridique du directeur du Budget, **Christophe Blanchard-Dignac** (1992-1993), président de l'Observatoire juridique des technologies de l'information (1993-1996), au tout début de la percée d'Internet ainsi que président du Bureau de vérification de la publicité (1994-1998). Elle a épousé **Bernard Hagelsteen**, énarque et préfet de la Seine-Saint-Denis, membre également du Siècle. Entrée au Conseil de la concurrence en 1989, elle en est devenue président en août 1998, tout en présidant déjà la commission de qualification et de contrôle de l'Association des agences de conseil en communication.

Hervé Hannoun. Inspecteur des Finances et banquier, dont la biographie détaillée est parue dans l'*Encyclopédie politique française*. Mise à jour : ce membre du Parti socialiste depuis 1978, qui fut chargé de mission de **Pierre Mauroy** puis conseiller technique pour l'économie à la présidence de la République de 1984 à 1985 et de 1986 à 1988 (« la victoire de François Mitterrand en 1988 fut un peu la sienne »), il devint chef de cabinet du ministre des Finances **Pierre Bérégovoy**, qu'il suivit à Matignon. En décembre 1992, cette incarnation de la rigueur budgétaire a remplacé **Philippe Lagayette** comme sous-directeur de la Banque de France, avant d'en devenir le premier sous-directeur en 1999. Ce « hussard noir du mitterrandisme » (*Libération*, 18 décembre 1992) d'un effroyable sectarisme « est de la race des militants, des croisés, des Saint-Just. Ce fils de directeur de collège est viscéralement de gauche au sens où il parle toujours des "riches" avec mépris et des "petites gens" avec émotion (*Le Nouvel observateur*, 31 décembre 1992) ». Il s'est depuis lors converti aux ors de la République et à l'orthodoxie néolibérale (voir notamment *Les Socialo-capitalistes, portrait et métamorphose des élites roses*, Renaud de La Baume, 1993), oubliant l'époque où, en 1988, « au sortir de son bureau élyséen, (il) allait décoller des affiches du RPR du côté de Saint-Cloud » (*Le Nouvel observateur,* 26 janvier 1989). Son frère, **Laurent Hannoun**, est un des meilleurs chirurgiens français du foie.

(Suite page 7)

POLITIQUE

Voici la reproduction intégrale de l'épreuve d'éducation civique au brevet des collèges 2001. A noter que les questions de géographie portaient en particulier sur l'immigration à Los Angeles.

DEUXIÈME PARTIE

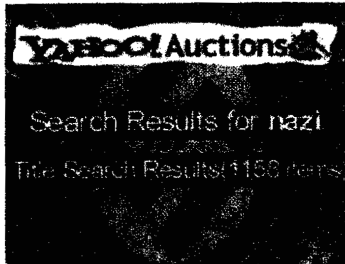
ÉDUCATION CIVIQUE

Les nouvelles technologies de l'information et la démocratie.

Document 1

La France condamne Yahoo !

Dossier : l'affaire Yahoo !
La société américaine Yahoo ! devra dorénavant empêcher les internautes français d'accéder à son site d'enchères. Telle est la décision rendue, lundi 22 mai par le tribunal de grande instance de Paris.



Traduction :
- Yahoo ! Enchères.
- En consultant le site d'enchères de Yahoo on obtient 1158 offres d'objets nazis.

Extrait de pages du site internet du magazine « TRANSFERT »

Document 2

Internet et la liberté d'expression.

« Dans les pays anglo-saxons, aux Etats-Unis, en particulier, on a une vision large de la liberté d'expression. On peut tout dire sur l'Internet. L'État ne doit pas réguler. D'autres pays considèrent que l'on ne peut pas tout présenter sur l'Internet. [Ces pays, dont la France] ont des lois antiracistes qui doivent être appliquées. Pour moi, même si le site est hébergé aux Etats-Unis, la diffusion de ces documents devrait être punissable en France. (…) Il faut que chacun s'auto-responsabilise. Si quelqu'un découvre un site raciste ou pédophile, il faut qu'il alerte les autres internautes qui doivent se battre pour balayer ces sites. C'est une affaire de civisme.

D'après un article de Marc Knobel, historien, Libération, 20 novembre 1998.

Document 3

Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen 1789

ART. 5 – La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société (…).
ART. 11 – La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

QUESTIONS **(4 points)**

Question 1 : **Document 1** **(0,5 point)**
Que proposait la société américaine Yahoo sur son site d'enchères ?

Question 2 : **Document 2** **(1,5 points)**
a) Selon l'auteur, pourquoi faut-il refuser en France certains sites l'Internet ?
b) Comment doit agir l'internaute face aux sites contraires aux valeurs de la République ?

Question 3 : **Document 1 et 3** **(2 points)**
a) Quelle liberté est garantie par la déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen ?

b) Quel article de la déclaration des Droits de l'Homme justifie la décision du tribunal de grande instance de Paris, concernant l'affaire Yahoo ?

PARAGRAPHE ARGUMENTÉ (8 points)

A partir des informations tirées des documents, de vos connaissances personnelles et d'exemples de votre choix, rédigez un paragraphe argumenté d'une quinzaine de lignes montrant qu'Internet peut servir à renforcer la liberté d'expression mais peut aussi menacer la démocratie.

► Alors même que Ouistreham (Calvados) est l'un des 41 « points de passage autorisés aériens, maritimes et terrestres » pour entrer en France, le bureau local de la Police aux frontières a fermé ses portes fin juin, alors même que le nombre d'immigrants clandestins interpellés les derniers mois ne cessait de croître.

► Dans le nouveau n° de la revue *Les Quatre vérités*, **Alain Dumait**, directeur de journaux et ancien maire libéral du IIe arrondissement de Paris, appelle les maires de France à accorder leur signature, en vue de l'élection présidentielle de 2002, à **Jean-Marie Le Pen**.

► Ancien nègre de **Martine Aubry**, **Samuel Jéquier**, qui avait rejoint depuis lors la société Ipsos, entre au cabinet du maire de Paris **Bertrand Delanoë**, dont il écrira désormais les discours.

► Le *Journal officiel* du 26 juin publie un appel d'offre des services du Premier ministre relatif au « conseil et l'achat d'espaces dans le cadre d'une action d'information relative à l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation ». Il s'agit en fait d'achat d'espaces publicitaires et de la rédaction de textes à paraître dans une quarantaine de pays.

► Pour tenter de contrecarrer l'effet désastreux des vacances de **Jacques Chirac** réglées par les fonds secrets de Matignon, le secrétariat général de l'Elysée a fait enquêter sur les locations estivales de **Lionel Jospin** à l'île de Ré… qui ont été effectivement réglées en espèces. Depuis lors, le Premier ministre s'est mis à l'abri d'une telle mésaventure : il est devenu propriétaire.

Rendu public le 25 juin, le rapport de la Cour des comptes sur la gestion de huit ministères indique notamment qu'au ministère de la Justice existent environ 400 emplois fictifs, car, dans certaines directions, « la violation des règles de nomination et de mutation des agents est constante » et « les chefs de cours sont parfois conduits à attester d'une situation d'affectation et d'un service fictifs ».

► **Jean-Claude Gaudin** et son bras droit, le député DL **Guy Teissier**, ont participé à la manifestation marseillaise du CRIF contre la venue du président syrien **Bachar El-Assad** en France. Il en est de même de **Rudy Salles** à Nice, par ailleurs président de France-Israël Côte d'Azur.

► Devant la réussite de *Loft Story*, l'UDF a réalisé une fiche argumentaire pour permettre à ses cadres de tenir un discours à peu près cohérent.

Voici une partition de chant exécuté par une classe de l'établissement catholique privé Saint-François d'Assise à Montigny-le-Bretonneux (Yvelines). Cette école s'était déjà rendue tristement célèbre, il y a deux ans, par un tragique accident d'avalanche ayant entraîné la mort de plusieurs élèves et accompagnateurs.

LES COULEURS DE PEAU

QUATRIÈMES 1
2001

Pour - quoi le ra - cis - me On est né de la même fa - çon On a vu la même lu - miè - re Pour - quoi tout ça
les dif - fé - ren - ces Ont beau - coup trop d'im - por - tance Il n'y a plus de to - lé - ran - ce Pour - quoi tout ça
le Front Na - tio - nal Les noirs et les a - rabes Sont tous des cou - pa - bles Pour - quoi tout ça
trop d'in - jus - ti - ce Des droits on en a Et on les fe - ra va - loi - re Ré - a - gis - sons
Si on n'est pas du même quar - tier
C'est pas la peine de s'in - sul - ter Que l'on soit blanc, noir, jaune ou vert Qu'est-c'que ça peut vous

POLITIQUE

✋ Extrait du rapport du <u>Conseil supérieur de l'audiovisuel</u> pour les temps de parole accordés aux partis politiques au 1er janvier au 31 mars dernier (donc juste avant les élections municipales).

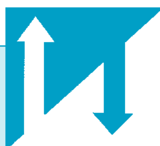
Les temps d'intervention des personnalités politiques dans les journaux télévisés

1er janvier / 31 mars 2001, hors temps liés à la campagne des élections municipales

Partis politiques	TF1	FRANCE 2	FRANCE 3	CANAL +	M6
Présidence de la République	13 min 54 s	25 min 09 s	13 min 14 s	4 min 12 s	59 s
Gouvernement	39 min 41 s	2 h 16 min 57 s	1 h 03 min 09 s	15 min 16 s	3 min 30 s
PS	22 min 30 s	1 h 12 min 47 s	29 min 01 s	12 min 44 s	4 min 10 s
PRG		25 s	23 s	–	–
PCF	1 min 30 s	15 min 01 s	8 min 15 s	2 min 44 s	54 s
MDC	1 min 41 s	2 min 18 s	1 min 27 s	30 s	–
Verts	13 min 37 s	10 min 31 s	6 min 17 s	5 min 13 s	27 s
Divers Majorité	53 s	4 min 59 s	55 s	–	–
RPR	9 min 18 s	1 h 02 min 10 s	13 min 12 s	6 min 14 s	1 min 09 s
UDF	4 min 57 s	23 min 55 s	6 min 30 s	2 min 19 s	1 min 47 s
RPF	14 min 26 s	6 min 14 s	1 min 58 s	1 min 02 s	–
MPF	1 min 31 s	2 min 16 s	2 min 35 s	26 s	22 s
Démocratie libérale	3 min 04 s	41 min 13 s	5 min 36 s	3 min 06 s	54 s
DLC	1 min 20 s	51 s	33 s	36 s	36 s
Divers Opposition	2 min 38 s	12 min 56 s	8 min 51 s	1 min 30 s	50 s
▶ FN	48 s	3 min 39 s	–	15 s	–
▶ MN	–	–	11 s	–	–
Extrême gauche	–	4 min 46 s	13 s	–	19 s
GE	–	–	–	–	–
MEI	–	–	–	–	–
Autres mouvements écologistes	–	52 s	–	–	–
Chasse, Pêche, Nature, Tradition	–	10 s	55 s	–	–
Mouvements régionalistes	2 min 26 s	2 min 40 s	7 min 01 s	35 s	–

▶ Le juge et député européen **Thierry Jean-Pierre** vient de déposer les statuts d'une association de financement de la campagne présidentielle d'**Alain Madelin**, ce qui laisse entrevoir une campagne allant au-delà de la simple déclaration d'intention que lui prêtent nombre des membres de <u>Démocratie libérale</u>.

EN HAUSSE



EN BAISSE

● **Jean-François Legaret et François Lebel.** Les maires d'opposition respectivement des Ier et VIIIe arrondissements de Paris, qui parlent de « révisionnisme ridicule » et de procédés « totalitaires » et « inacceptables », s'opposent à la débaptisation de la rue Richepance que Bertrand Delanoë, pourtant soucieux de décentralisation communale, veut leur imposer arbitrairement. Le nouveau maire socialiste juge en effet « insultant » pour la communauté originaire des DOM-TOM vivant à Paris l'existence d'une rue honorant la mémoire de ce général qui avait été chargé en 1802 par Bonaparte de réprimer les émeutes d'esclaves en Guadeloupe. Le retour de l'ordre républicain fit en effet environ dix mille morts. A quand la débaptisation de la place de Stalingrad ?

● **Le Musée du Louvre.** Visité par plus de six millions de personnes chaque année, le plus grand musée du monde ressemble de plus en plus aux musées du tiers-monde : 20 % des salles sont fermées quotidiennement, et ce taux devrait passer à 25 % l'année prochaine selon son nouveau conservateur.

● **Enrico Macias.** Censé chanter la joie et l'amitié, le chanteur pseudo-pied-noir ne cesse de conforter son sectarisme. Dans un entretien à *VSD* (28 juin 2001), il explique qu'il refuserait de serrer la main à « Le Pen, Mégret, De Villiers, Millon et Jacques Blanc ».

● **Claude Goasguen.** Le député DL ultrasioniste a trouvé malin d'interpeller trois fois le ministre des Affaires étrangères sur les moyens techniques procurés par France-Télévision à la télévision palestinienne.

▶ Nouvelle directrice de la communication des <u>Galeries Lafayette</u>, **Alexandra Rocca-Simon**, qui était jusqu'alors directeur des partenariats Internet d'<u>Air Liquide</u>, est la fille d'**Edith Cresson**, ancien Premier ministre socialiste.

✋ **Jacques Bravo**, nouveau maire socialiste du IXe arrondissement de Paris, vient d'instaurer des cérémonies de célébration de signatures de PACS en salle des mariages de sa mairie, alors même que la loi ne prévoit qu'un passage au tribunal pour signature.

▶ La <u>Ligue communiste révolutionnaire</u> présentera aux élections présidentielles un inconnu, **Olivier Besancenot**, un postier de Neuilly de 27 ans. Membre des <u>Jeunesses communiste révolutionnaires</u> dès ses 15 ans, il en fut le coordinateur national de 1993 à 1997, avant d'entrer à la direction nationale de la LCR en 1996 et au bureau politique en 1998. Ce fils d'enseignants, qui milite également à <u>SUD-PTT</u>, a été l'assistant parlementaire européen d'**Alain Krivine** en 1999-2000.

▶ Familier de *Radio-Courtoisie*, le général **Pierre-Marie Gallois** figure parmi les premiers signataires de l'*Appel à la candidature de Jean-Pierre Chevènement à l'élection présidentielle de 2002* (publicité parue dans *Marianne*, 2 juillet).

✋ Le nouveau programme de physique (1re S), diffusé aux enseignants pour la rentrée de septembre, comprend en introduction du chapitre *Qu'est ce que la Physique? Science de la nature* ces mots (avec la ponctuation respectée des trois points) : « Les mathématiques jouent un rôle plus profond en physique que dans les autres sciences : <u>"Le grand architecte semble être mathématicien"</u> ».

▶ Se tenant à Aix-en-Provence du 31 août au 2 septembre, l'université d'été du <u>Front national</u> sera consacrée à *L'Europe de Bruxelles et les lois de décentralisation contre les libertés locales françaises* (Tel. : 01 41 12 10 31).

▶ Personnalité influente de l'édition en France, **Pierre Nora**, évidemment membre du <u>Siècle</u>, vient d'être élu dès le premier tour de scrutin à l'<u>Académie française</u> bien qu'il n'ait signé qu'un essai sur *Les Français d'Algérie* en 1961. Il est le fils de **Gaston Nora**, chirurgien israélite à l'<u>hôpital Rothschild</u>, longuement évoqué dans *Xavier Vallat, du nationalisme chrétien à l'antisémitisme d'Etat* de **Laurent Joly** (<u>Grasset</u>). Ancien camarade de guerre de Vallat, il défendit à de nombreuses reprises le premier Commissaire aux questions juives, témoignant notamment en sa faveur lors de son procès en Haute-Cour.

▶ Comme si cela ne suffisait pas qu'il existe déjà la <u>Bibliothèque François-Mitterrand</u> ou <u>Bibliothèque nationale de France</u>, Bertrand Delanoë souhaite rebaptiser les <u>Buttes-Chaumont</u> <u>parc François-Mitterrand</u>.

▶ Le rapport 2000 des pompiers de la <u>Communauté urbaine de Strasbourg</u> indique que « du 1er mai 1999 au 30 avril 2000, 909 automobiles ont été brûlées. Un an plus tard, sur une durée identique, on atteint un chiffre de 1113 voitures calcinées. » Soit 204 incendies supplémentaires.

LOBBIES

✷ Hystérie dans les obédiences maçonniques françaises la semaine dernière, lorsque certains francs-maçons en rupture de ban, pour la plupart issus de la Grande Loge de France, ont décidé d'ouvrir un site dévoilant l'identité de plusieurs milliers de francs-maçons, en mettant en ligne sur Internet plus d'une dizaine d'annuaires maçonniques ultra-confidentiels. A la suite de plaintes des loges, le site a aussitôt été fermé par son hébergeur, permettant quand même aux chercheurs, comme *Faits & Documents*, de récupérer en ordinateur ces précieuses données.

▶ Evincé à la suite de divers scandales de la Grande Loge nationale française (selon *Les Frères invisibles*), l'ex-président du tribunal de commerce de Paris **Jean-Pierre Mattei** s'emploie à préparer une contre-offensive contre son successeur, le restaurateur **Gilbert Costes**, en faisant modifier les statuts de l'AMAM, association d'anciens magistrats dont il demeure le président, afin de permettre à la dite association d'intervenir en justice pour la défense des « intérêts moraux » des juges parisiens, ce qui lui permettrait de revenir aux premières loges du débat, actuellement en cours au sénat, sur la réforme des tribunaux de commerce.

▶ **Jean-Luc Scemama** favori, ne succède pas à **Yves Kamami** comme nouveau président de la section française de l'ordre international du B'naï B'rith, dans lequel ne peuvent être initiés que des Juifs. Lui a été préféré par les frères et les sœurs, la grenobloise **Edwige Elkaïm**, déléguée à la culture et à la jeunesse du B'naï B'rith européen, fondatrice de la loge Mordehaï en 1985. Première femme à devenir présidente, cette oranaise avait créé la surprise en 1992, en recevant en loge le Comte de Paris, **Henri de France**. Elle est également à l'origine du Salon des écrivains juifs.

▶ Des directives viennent d'être transmises aux vénérables de loges de la Grande Loge nationale française leur demandant de doubler le nombre des frères d'ici deux ans, afin de permettre à la GLNF de dépasser les 35 000 initiés.

▶ *L'Express* (21 juin), dans son édition internationale, a consacré un gros dossier à *Suisse, économie, francs-maçons, religions : les vrais réseaux d'influence*, où la Grande Loge Alpina, à laquelle la rumeur publique attribue l'appartenance de **Jacques Chirac**, est longuement évoquée. Ce dossier de peu d'intérêt comporte quand même la réflexion d'un ancien ministre suisse : « J'ignore où se trouve le pouvoir en Suisse. mais je sais qu'il ne se trouve pas au gouvernement. »

▶ Dans son nouveau n° de *3 Colonnes sur Paris*, la revue interne de la province de Paris de la Grande Loge nationale française, révèle que **Thierry Mariage**, architecte en chef des Monuments historiques, chargé notamment de la restauration et de l'entretien du château de Versailles, appartient à cette obédience, tout comme le conservateur du musée Les Grandes heures du Parlement, **Michel Debiais**, et le PDG de la société de serrurerie qui a l'exclusivité de la fourniture et la pose des grilles, huisseries et autres serrures.

▶ Directeur de recherches au CNRS, **Jacqueline Costa-Lacoux**, auteur de nombreux ouvrages sur la laïcité et militante associative très engagée sur le terrain du droit des immigrés, de l'éducation à la citoyenneté et de la lutte contre les discriminations, succède à **Rogers Lesgards**, comme président de la Ligue de l'enseignement, véritable fer de lance de la franc-maçonnerie dans le domaine de la laïcité, qui regroupe 45 000 associations locales et dont les activités sont suivies par plus de quatre millions de personnes, dont deux tiers de jeunes. Elle a notamment coprésidé le groupe « éducation civique » au ministère de l'Education nationale.

▶ Directeur de la communication du groupe Natexis, **Philippe Périer** est officier de la loge La Lumière, dépendant du Grand Orient de France.

▶ Le 8 juin, **Nicolas Baverez**, magistrat à la Cour des comptes, économiste et historien, était l'invité de la Grande Loge de France. Il a notamment été conseiller de **Philippe Séguin**, lorsque ce dernier était président de l'Assemblée nationale, et directeur de la communication et du développement de la Fimalac (holding de **Marc Ladreit de Lacharrière**).



GRANDE LOGE DE FRANCE
FRANCS-MAÇONS DE RITE ÉCOSSAIS ANCIEN ET ACCEPTÉ
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

la R.·. L.·. Diderot n°464 OR.·. de Paris
et la R.·. L.·. Isaac Newton, Grand Orient de France, loge co-organisatrice

en présence du
T.·. C.·. F.·. **Michel Barat**
ancien Grand Maître de la GLDF

vous invitent à assister à la Tenue Blanche Fermée

au cours de laquelle
Monsieur Nicolas Baverez
Economiste et Historien

traitera de **« Conquérir la Liberté au XXIe siècle »**

le Vendredi 8 juin 6001, à 20 heures
en l'Hôtel de la Grande Loge de France, Temple Franklin Roosevelt, 8 rue Puteaux, 75017 Paris

▶ Dans *Le Figaro-Magazine* (30 juin), les Grands-Maîtres respectivement du Grand Orient de France et de la Grande Loge de France, **Alain Bauer** et **Michel Barat**, annoncent la prochaine signature d'un « pacte historique » de manière à réaffirmer un certain nombre de valeurs (comme les inusables « laïcité » et « liberté de conscience ») et surtout de mieux coordonner leurs actions. Cette espèce de charte de bonne conduite de la maçonnerie française au début du III^e millénaire devrait être signée d'ici la fin de l'année, non seulement par la GLF et le GODF, mais aussi la Grande Loge féminine de France, la Fédération française du Droit humain, la Grande Loge traditionnelle et symbolique Opéra, la Grande Loge mixte universelle et la Grande Loge féminine de Memphis-Misraïm.

▶ Dénommée Cambacérès du nom du célèbre consul inverti, une fraternelle des francs-maçons homosexuels a été lancée il y a deux ans. Elle est présidée par **Jean-Paul Potard**, PDG de la société de couture Jean-Paul Gaultier. Très actif pour les questions sur le mariage homosexuel ou l'adoption d'enfants par des couples pédérastes, il est à l'origine de l'abandon, dans les statuts de la Grande Loge nationale française, de la mention de « gens de bonnes mœurs », au profit de « gens respectables et de bonne renommée ».

DOCUMENT

Mgr Thomas et la franc-maçonnerie

Outre un portrait détaillé (n° 5), *F&D* a souvent parlé des étroites relations entretenues par Mgr Jean-Charles Thomas, évêque de Versailles jusqu'à ces derniers mois. Nous publions ci-dessous un document exceptionnel : un texte ultra-confidentiel, signé de la main de cet évêque, que ce dernier a remis en début d'année aux dignitaires de la Grande Loge nationale française, *Situation canonique d'un catholique appartenant à la franc-maçonnerie*. On y constate, non seulement sa parfaite connaissance du sujet, alors qu'il prétendait encore récemment n'en rien savoir, mais aussi de multiples glissements et adoucissements par rapport à la doctrine officielle de Rome. La conclusion est remarquable : l'appréciation du fait de pécher en adhérant à la franc-maçonnerie est laissée à la discrétion du fidèle lui-même.

Dès les débuts de l'organisation de la Franc-Maçonnerie spéculative en Angleterre (rédaction des *Constitutions* et parution en 1723, sous l'inspiration d'un huguenot français, **Jean-Théophile Désaguliers**, par **Anderson**, anglican) au XVIIIe siècle, l'Eglise catholique a clairement manifesté ses réserves. Elle les fondait surtout sur le risque de confusion entre Eglise catholique et Eglise anglicane, sur les soupçons nés du secret maçonnique dont on ne voyait pas ce qu'il voulait cacher, et sur le risque de voir la franc-Maçonnerie s'organiser comme une secte complotant contre les autorités religieuses ou civiles.

De 1738 à 1983, on ne compte pas moins de dix textes critiquant fortement la Franc-Maçonnerie. Le 20 avril 1884, **Léon XIII**, dans l'*Encyclique Humanum genus*, dénonçait dans la Franc-Maçonnerie des idées philosophiques et des conceptions morales opposées à la doctrine catholique : naturalisme rationaliste, inspirateur de plans et d'activités contre l'Eglise. Le 10 mai 1884, une Instruction du St Office prononça l'excommunication ipso facto, contre les catholiques s'inscrivant à une Loge maçonnique.

En 1917, le Code de Droit canonique maintient cette excommunication ipso facto à l'égard de « ceux qui donnent leur nom à des sectes maçonniques et aux autres associations du même genre qui conspirent contre l'Eglise ou contre les pouvoirs civils légitimes » (canon 2335). La levée de cette excommunication est réservée au Siège Apostolique.

Le Canon 1240, paragraphe 1, n° 1 interdit d'accorder la sépulture ecclésiastique à ceux qui sont inscrits à une « secte maçonnique ». En 1983, le nouveau Code de Droit canonique marque une évolution en atténuant considérablement la sanction disciplinaire. le canon 1374 dit en effet : « Qui s'inscrit à une association qui conspire contre l'Eglise sera puni d'une juste peine : mais celui qui y joue un rôle actif ou qui la dirige sera puni d'interdit ».

Comme tous les textes concernant une sanction canonique, celui-ci doit être interprété de manière stricte et précise.

- Pour le catholique inscrit en Franc-Maçonnerie, il n'y a donc plus d'excommunication ipso facto (la plus grave sanction qui soit) ;

- L'interdiction de sépulture ecclésiastique n'est plus mentionnée.

- L'expression de « secte maçonnique » a disparu.

- Il faut désormais prouver que l'association à laquelle s'inscrit un catholique « conspire contre l'Eglise » : ce délit doit être établi.

- le Code ne mentionne plus la « conspiration contre les pouvoirs civils légitimes ».

- La sanction n'est plus prononcée ipso facto : elle doit être formulée pour chaque personne par l'autorité religieuse (notamment l'évêque du lieu où réside le catholique encourant la sanction).

- La sanction doit être précisée, proportionnée : il doit s'agit d'une « juste peine ». la sanction doit être précédée « d'une correction fraternelle, d'une réprimande ou de tout autre moyen de sollicitude pastorale permettant de réparer le scandale, de rétablir la justice ou d'amender le coupable » (canon 1341).

Pour celui qui joue un rôle actif ou dirige une association « conspirant contre l'Eglise » la sanction sera l'interdit, ou interdiction d'accomplir telle ou telle fonction dans l'Eglise (canon 1332).

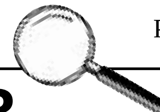
Le canon 1349 précise que « le juge n'infligera pas des peines trop lourdes, en particulier des censures, à moins que la gravité du cas ne le réclame absolument ; même alors, il ne peut pas infliger de peines perpétuelles ».

Telle est l'évolution du Droit de l'Eglise à partir de 1983.

Toutefois à la veille de l'application de ce nouveau Droit, le 26 novembre 1983, le Cardinal **Ratzinger**, Préfet de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi, donnait une interprétation concernant la Franc-Maçonnerie, maintenant l'incompatibilité des principes de la Franc-Maçonnerie avec ceux de l'Eglise catholique. Il ajoutait, en forme de conclusion générale, que les fidèles qui s'y inscrivaient « sont en état de péché grave et ne peuvent pas accéder à la sainte communion ».

- Cette dernière expression, inhabituelle dans la tradition morale, donna lieu à une interprétation parue dans l'*Osservatore romano* du 23 février 1985 (publiée par *La Documentation catholique* du 5 mai 1985) : « par cette dernière expression, la S. Congrégation indique aux fidèles qu'une telle inscription constitue objectivement un péché grave et, en précisant que ceux qui adhèrent à une association maçonnique ne peuvent pas accéder à la sainte communion, elle veut éclairer la conscience des fidèles sur une conséquence grave qu'ils doivent tirer de leur adhésion à une Loge maçonnique ».

- Le *Catéchisme de l'Eglise catholique* (novembre 1992) de son côté rappelle ceci : « Pour qu'un péché mortel trois conditions sont ensembles requises : "Est péché mortel tout péché qui a pour objet une matière grave, et qui est commis en pleine conscience et de propos délibéré". » La matière grave est précisée par les dix Commandements… « Le péché mortel requiert la pleine connaissance et entier consentement. Il présuppose du caractère peccamineux de l'acte, de son opposition à la Loi de Dieu. Il implique aussi un consentement suffisamment délibéré pour être un choix personnel » (n° 1857, 1858, 1859).



DOCUMENT

Application de ces deux interprétations à la France-Maçonnerie :

Ces deux interprétations liées nous disent donc : s'inscrire à une association maçonnique est un acte grave dont les conséquences graves doivent être pesées par les fidèles. Il peut y avoir pour lui objectivement matière à pécher gravement. S'il a conscience, personnellement, de pécher gravement contre la Loi de Dieu dans son appartenance à la France-Maçonnerie, s'il y consent de manière libre et pleinement volontaire, il doit en tirer personnellement la conséquence avant de s'approcher de la communion eucharistique.

Il ne semble donc pas imprudent de conclure :

1) - La sanction disciplinaire n'est plus automatique. Elle ne comporte plus l'excommunication ni la privation de sépulture ecclésiale mais seulement une juste peine à déterminer par l'autorité ecclésiastique.

2) - Le fidèle éclairé doit réfléchir sérieusement aux risques qu'il court en acceptant l'initiation à une loge maçonnique : il lui appartient, ainsi éclairé, de s'appliquer éventuellement la sanction de ne pas communier s'il a la conscience d'avoir librement, volontairement prit une décision qui le mettrait en état de rupture grave avec Dieu.

Mgr Jean-Charles Thomas

En complément, voici un extrait du discours de Mgr **Jean-Charles Thomas**, lors du colloque organisé par la loge de perfectionnement Villard de Honnecourt (Grande Loge nationale française) le 31 janvier, *Dix commandements universels et intemporels, un message pour le III^e millénaire*, aux côtés du Grand Maître **Claude Charbonniaud**, d'**Armand Abécassis** (qui remplaçait le Grand Rabbin **Joseph Sitruk**), le recteur islamique **Dalil Boubakeur**, et le philosophe **Alain Mamou-Mani**.

Dans ma tradition chrétienne, nous regardons Jésus qui monte sur la montagne, tout comme Jésus en descendait. Quand Il voit les foules (Mt 5), Il leur dit : Bienheureux vous êtes,… si vous avez un cœur, si vous savez créer la paix autour de vous… Jésus parle d'en haut de la montagne et Il commente : Et bien moi, je vous le dis… et Il ajoute : Je ne suis pas venu pour abolir la Torah, mais pour l'accomplir. Jésus se présente dans la lignée de Moïse… Et avant de quitter ce monde, Il dira : Vous qui m'avez écouté, je vous donne un commandement nouveau, aimez-vous les uns les autres, comme moi je vous ai aimé… Dans notre livre commun, nous sommes partis du Dixième commandement : Tu ne convoiteras pas… Celui qui dit ne regarde pas chez l'autre, parce que tu es toi-même autre que lui. Tu ne dépouilleras pas l'autre de ce qui fonde sa personnalité, mais regarde en toi ce que tu peux faire de meilleur avec l'autre. Dans un Temple maçonnique, vous construisez votre propre personnalité, vous visez à une construction en utilisant des outils symboliques… Jésus ne vient pas au nom d'une religion, mot qui n'existe pas non plus dans les Evangiles. l'être est unique ; il est construction de soi dans une relation à l'autre, sous le regard de Quelqu'un garant de l'égalité de la relation. le Christ n'est pas le fondateur d'une religion, Il n'a été ni un prêtre, ni un roi, Il est dans la lignée des prophètes. Les commandements sont des propositions pour permettre qu'un être humain soit lui-même et permettre à d'autres d'être eux-mêmes…

(Suite de la page 2)

DOSSIER

Sylvain Héfès. Banquier, né le 28 mars 952 à Alexandrie (Egypte). Fils d'Edgar Hefes, directeur de sociétés, et de Régina Misan, il a fait ses études aux lycées de Saint-Cloud et Hoche de Versailles. Cet ancien d'HEC a été attaché financier auprès de l'ambassade de France au Canada (1974-1976), avant d'entrer à la banque Rothschild & Cie comme directeur adjoint en 1976. Directeur à Londres de la banque N. M. Rothschild & Cie (1980-1982), avant de revenir à Paris comme directeur général adjoint auprès de **David de Rothschild** qui relançait la banque familiale, nationalisée en 1981. En 1990, il a été coopté comme directeur de Goldman Sachs International à Londres, avant d'être promu associé-gérant en 1992 (seul Français parmi 190 associés) et directeur général des bureaux de Paris en 1993, participant à la plupart des fusions de grandes entreprises des dernières années, de concert avec **Jacques Mayoux** (Axa-UAP, Pinault-Printemps-Redoute, Indo-Suez-Crédit agricole, Elf-Total, Rhône-Poulenc-Hœchst, Société générale-Paribas, Auchan-Docks de France, etc.). Ce « banquier de l'ombre » (*La Tribune*, 11 janvier 2000) dirige les activités européennes de la banque privée Goldman Sachs (gestion de fortunes) depuis 2000, étant le premier non-Anglo-Saxon à occuper cette fonction.

Philippe Houzé. Président de sociétés, né le 27 novembre 1947 à Boulogne (Hauts-de-Seine). Fils de l'industriel **Bernard Houzé**, il a effectué ses études à Saint-Louis-de-Gonzague à Paris et La Providence à Amiens. Par sa femme, **Christiane Moulin**, ingénieur agronome, fille d'**Etienne Moulin**, il est étroitement lié familialement à **Théophile Bader**, fondateur des Galeries Lafayette, société où il a effectué toute sa carrière, son beau-frère (qui a épousé la sœur de sa femme), **Philippe Lemoine** étant le PDG de Cofinoga. Le fameux **Georges Meyer**, décédé en 1998, fut le PDG de l'ensemble. Titulaire d'un MBA de l'Institut européen des affaires, il est donc entré aux Galeries Lafayette, contrôlées par les deux seules familles **Moulin** et **Meyer**, en 1974, en gravissant tous les échelons : directeur général du groupe Monoprix (1982-1993) et de Radar (1984-1985), il a été PDG de Monoprix SA (1993-994), vice-PDG des Galeries Lafayette (1993-1998), président du directoire de Monoprix depuis 1994 et coprésident du directoire des Galeries Lafayette depuis 1998. Il a également été, de 1996 à 1999, président de l'Union du grand commerce de centre ville. Un partenaire commercial de Monoprix ayant été cité dans *Le Guide des sponsors du Front national*, il devait déclarer dans *L'Express* (7 mai 1998) : « Le groupe de distribution Monoprix ne laisserait jamais son nom être associé à celui du Front national sans réagir. »

Laurent Joffrin. La biographie détaillée de l'ancien directeur de la rédaction de *Libération*, aujourd'hui à la tête de celle du *Nouvel observateur*, est parue dans l'Encyclopédie politique française et a fait l'objet d'un portrait dans *F&D* 64.

François Jouven. Haut fonctionnaire, né le 23 janvier 1947 à Paris XIII^e. Fils de **Georges Jouven**, architecte en chef des Monuments historiques, et de **Maïté Soupre**, il est licencié en droit, diplômé de Sciences Po Paris et énarque (1972-1974). Entré à la Direction des relations économiques extérieures, où il resta jusqu'en 1978, il s'est tourné vers la banque, étant notamment chargé de mission auprès du directeur des affaires internationales du Crédit agricole (1978-1980), avant de devenir conseiller technique de **Jacques Delors**, ministre de l'Economie et des Finances, de 1981 à 1984. Directeur adjoint chargé des affaires internationales au Crédit agricole (1986-1989), il entra à la Caisse des dépôts et consignations en janvier 1989, devenant directeur général adjoint en charge des finances et de la stratégie à la Caisse des dépôts développement. Administrateur directeur général de la Caisse autonome de refinancement depuis 1993, il sera promu l'année suivante directeur du cabinet du directeur général de la CDC **Philippe Lagayette**, en charge de la stratégie de cet organisme financier de première importance. Depuis novembre 1996, il préside sa filiale immobilière, la Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts (SCIC).

(*la suite au prochain numéro*)

ETRANGER



Bilan militaire soviétique

L'état-major russe vient de rendre public un bilan chiffré des pertes militaires (les civils en sont exclus) durant la période communiste. 939 755 soldats sont morts durant la Révolution bolchevique de 1918 à 1922, 626 contre la guérilla en Asie centrale de 1923 à 1931, 187 durant le conflit sino-soviétique de 1929, 353 dans la Guerre civile espagnole, 9 920 dans les combats contre les Japonais à la fin des années trente, 1 139 lors de l'occupation des pays baltes et de l'ouest de l'Ukraine. Durant la guerre finno-soviétique, l'Armée rouge déplora 126 875 morts, et 8 668 400 de 1941 à 1945 contre les forces de l'Axe. 60 soldats furent tués durant les escarmouches contre les Chinois le long de l'Amour en 1969. 14 751 soldats sont morts en Afghanistan, 5 835 contre les Tchétchènes durant la première guerre, et 3 108 depuis le déclenchement de la seconde. Les principales révélations portent sur la guerre de Corée (229 morts), les opérations en Afrique (Angola) et en Asie (145 morts), et lors des interventions en Hongrie (750 morts) et en Tchécoslovaquie (96 morts).

Messie, Mais si

Chef religieux du parti ultraorthodoxe israélien Shas (qui recrute principalement chez les séfarades et a obtenu 17 des 120 sièges à la Knesseth), le rabbin **Ovadia Yosef** a annoncé avoir conversé avec le Messie, lors d'un rêve dans la nuit du 28 au 29 juin, qui lui a annoncé que la délivrance était proche. Dans son rêve, « sur l'esplanade occidentale du Mur des lamentations et dans toute la ville de Jérusalem, il n'y avait que des Juifs… Il n'y avait aucun étranger non-juif. Ils avaient tous été expulsés. » Des propos évidemment à fortes connotations anti-chrétiennes et anti-islamiques, après ses propos d'il y a quelques semaines où Yosef avaient comparé les Arabes à des serpents qui devaient être détruits. « Les fils d'Ismaël sont tous mauvais, tous sont des ennemis d'Israël. Le Tout Puissant regrette d'avoir un jour créé ces Ismaélites. » Déjà le 5 août 2000, lorsque la question de l'intangibilité de Jérusalem n'apparut plus comme un dogme pour Ehud Barak, le rabbin s'était servi des deux radios du Shas et sa chaîne de télévision par satellite pour insulter l'ensemble des parties de cette négociation, utilisant les expressions bibliques les plus obscène.

Lanceurs russes

La visite de **George Bush** a éclipsé la discrète déclaration du vice-Premier ministre russe **Ilya Klebanov**, à Paris, le 20 juin, lequel a annoncé la signature d'un accord (qui rend furieux les Américains) avec l'Agence spatiale européenne de lancer des satellites russes avec des fusées russes, depuis le pas de tir de Kourou en Guyane. L'ASE (pour l'essentiel la France) va investir 1,5 milliard de F dans ce projet qui lui permettra d'acquérir un nouveau savoir-faire, avec le placement en orbite de satellites d'un poids jamais atteint par ceux envoyés par les fusées Ariane.

Mariages

Dans les Emirats arabes unis, où la population locale est devenue ultraminoritaire (15 % contre 56 % en 1970), les Emiratis, richissimes pour la quasi-totalité, sont de plus en plus nombreux à épouser des étrangères : 28 % ont convolé avec une Indienne, une Egyptienne, une Philippine ou une Russe, et 79 % des divorcés remariés ont fait de même, au grand dam des autorités religieuses qui combattent ces mariages mixtes. Principales raisons : l'absence de demande de dots par les parents (au moins 100 000 dollars avec les femmes locales), des noces plus discrètes donc moins coûteuses, plus de docilité en ménage et des exigences financières beaucoup moins importantes, notamment en cas de divorce. Les prévisions, qui tablent sur 5 % de population autochtone en 2020, expliquent le refus de ces Etats, tout comme l'Arabie séoudite, de rendre publics les résultats des recensements.

▶ Le nationaliste **Manfred Roeder** a été condamné à une nouvelle peine de prison (deux ans et trois mois de prison ferme), pour un discours tenu devant le Parti national-démocrate en 1998, où il avait qualifié **Ignatz Bubis**, président de la communauté juive de « Gauleiter » et avait assuré qu'**Helmut Kohl** et le prédécesseur de Bubis, **Heinz Galinski**, avaient signé un accord secret pour favoriser l'arrivée d'émigrants juifs russes en Allemagne.

▶ Les chiffres du recensement 2000 dans l'Ohio indiquent que 50,1% des détenus sont noirs, alors qu'ils ne constituent que 11,5% de la population de cet Etat. Pour le conseiller pénitentiaire **Marc Mauer**, par ailleurs auteur de *Race to incarcerate*, « malheureusement, les chiffres de l'Ohio reflètent la tendance nationale ». Selon lui, les Noirs qui constituent 13% de la population des Etats-Unis forment 46% de la population carcérale. Un Noir sur huit, de 20 à 34 ans, est en prison.

▶ Les investissements économiques étrangers en Israël sont en chute libre : - 58,7% pour les cinq premiers mois de l'année par rapport à la même période de l'année précédente, selon la Banque d'Israël.

▶ Le nationaliste américain **Alex Curtis** a été condamné à trois ans de prison ferme pour envoi de messages racistes, via Internet, à des responsables de la communauté juive américaine.

▶ Le culte de la « Mémoire » n'est pas seulement actif à Auschwitz, où la quasi-totalité des implantations commerciales, ou religieuses autre qu'israélites, est strictement bannie : le Board of deputies, équivalent du CRIF en Grande-Bretagne, vient de partir en guerre contre l'implantation d'un supermarché situé pourtant à plusieurs centaines de mètres d'un endroit de York où se déroula un pogrom… en 1190.

▶ Le premier musée de l'espionnage britannique a ouvert ses portes le 13 juin à Cheltenham, le quartier général des services secrets anglais.

▶ Dans le contexte de rapprochement actuel des positions du SPD et de la CDU-CSU, en vue d'un éventuel gouvernement d'union nationale, le SPD est en train de réviser ses positions en matière d'immigration. Outre le principe d'un examen en langue allemande à tout immigrant, il a été décidé, sans évoquer le terme de « quotas », « l'établissement de critères d'immigration qui tiendront compte de l'âge et de la qualification des candidats ».

▶ A la différence de **Jacques Chirac**, qui accueillait le week-end dernier **Ariel Sharon** à Paris, le Premier ministre anglais Tony Blair a refusé de rencontrer le Premier ministre israélien lors de son passage-éclair à Londres, alors qu'il était en route pour les Etats-Unis. *The London Independant* (21 janvier) et *Counterpunch* (7 février) avaient en effet publié un bilan accablant des exactions commises par le général (pour un bilan détaillé de ses crimes, consulter *Prime Minister Ariel Sharon, A War Criminal*, par **Lindia Malone** et **Mary Marshall**, toutes deux professeurs d'université, sur le site Internet *www.palestinecenter.org*).

ECONOMIE

▶ **Bernard Tapie**, qui vient de retrouver son droit de gestion, multiplie les voyages en Algérie, tant pour ses propres affaires (mais aussi celles de son fils, **Laurent Tapie**, qui développe une société dans l'Internet) que pour recruter des joueurs pour l'Olympique de Marseille et sélectionner de jeunes espoirs pour les clubs français.

▶ Documentation. Sortie du n° spécial annuel de *Challenges* consacré aux 500 premières fortunes françaises. Les dix premiers sont, dans l'ordre : **Liliane Bettencourt** (L'Oréal, 112 milliards de F), **Bernard Arnault** (LVMH, 98), **François Pinault** (PPR, 87), **Gérard Mulliez** (Auchan, 85), **Paul-Louis Halley** (Carrefour, 33), **Serge Dassault** (Dassault, 33), **Jean-Claude Decaux** (Decaux, 32), **Jean-Louis Dumas** (Hermès, 25), **Roland Peugeot** (Peugeot, 21), **Philippe Foriel-Destezet** (Adecco, 19).

▶ Présidente du directoire de la Société du Louvre-Groupe du Louvre, **Anne-Christine Taittinger** (cf portrait dans *F&D* 55), qui est la petite-fille de **Pierre Taittinger**, fondateur des Jeunesses patriotes, a épousé fin juin **Jean-Claude Meyer**, associé gérant de Rothschild & Cie Banque.

▶ A l'issue de la visite à Paris du président syrien **Bachar El-Assad**, un Conseil des affaires franco-syrien a été créé à l'initiative de ce dernier et d'une délégation de patrons français conduits par **Ernest-Antoine Seillière**. Il sera dirigé, côté français, par **Thierry de Beaucé**, qui fut notamment secrétaire d'Etat d'ouverture aux Relations culturelles internationales (1988-1990) et conseiller de **François Mitterrand** pour les affaires africaines et malgaches (1991-1995). Délégué au développement international de Vivendi Environnement, il est parallèlement conseiller spécial aux affaires internationales de **Jean-Marie Messier**.

▶ Réélu président de la Fédération française de la couture et du prêt-à-porter et ancien directeur de Thierry Mugler, **Didier Grumbach** est un neveu de **Pierre Mendès France**.

▶ Selon l'étude du Capital Research Center, *Patterns for Corporate Philanthropy : A Mandate for Reform*, les 250 premières sociétés américaines favorisent très nettement par leurs « contributions philanthropiques » les associations et fondations libérales (c'est-à-dire de gauche, voire gauchistes) par rapport aux *Think Tanks* conservatrices puisque pour 1 $ versé à ces dernières, les associations de gauche reçoivent 4,66 $.

▶ L'Allocation personnalisée d'autonomie, qui va remplacer la Prestation spécifique dépendance, risque d'être un nouveau facteur de dérèglement des finances départementales, l'Etat n'assurant qu'un tiers de son financement. Or, le nombre d'allocataires en 2003 est estimé à 550 000, soit 13 milliards de F de dépenses supplémentaires pour les départements et 5 milliards pour l'Etat. Le nombre passera à 833 000 en 2005 et un million en 2010. Or le financement de cette augmentation considérable n'a pas été prévu.

Florilège sur l'euro

- Jacques Chirac, le 4 avril 1990 : « Je suis absolument hostile au plan tendant à instituer en Europe une monnaie unique […] Faire une monnaie unique, cela veut dire que nous n'aurions plus de politique budgétaire nationale, plus de politique sociale indépendante, plus de politique de défense indépendante. » - Alain Juppé, le 24 septembre 1997 : « Qui dit monnaie unique et institut d'émission unique, dit perte de souveraineté dans des domaines aussi essentiels que la politique économique au sens large, c'est-à-dire la politique monétaire, la politique budgétaire et la politique fiscale. Or nous n'avons jamais accepté cette logique fédérale qui aboutit à la disparition de la souveraineté des Etats dans un domaine extrêmement important. » - Philippe Séguin, le 3 septembre 1992 : « La seule concession que l'on ait refusée aux Allemands a trait au nom de la monnaie : ce sera le mark, mais que l'on n'appellera pas comme ça. » - Jean-Pierre Chevènement, le 16 avril 1998 : « Je crois que nous somme sur le Titanic. La mer est lisse, la salle à manger est magnifique, tout est très confortable et luxueux. L'orchestre joue, un rêve. Mais le Titanic s'écrase à toute vapeur sur la banquise […] On ne peut que prier et chanter pour l'Europe. Plus près de toi, mon Dieu… » Robert Hue : « Je ne supporte pas que mon pays soit à genoux devant un autre pays. Il y a un risque de perte de souveraineté de la France par rapport à l'Allemagne. »

▶ Spécificité corse. Afin d'éviter un éventuel pillage de ses camions de transport de fonds, la Banque de France a mis en place un plan spécifique de livraison des pièces et billets en euros dans l'île de Beauté au début de 2002, qui ne sera dévoilé confidentiellement qu'au dernier moment auprès des intervenants pour éviter les fuites.

✋ La revue de la Confédération européenne des Indépendants de France (13 rue de Buci, 75006 Paris) publie une nouvelle preuve des « folies de l'administration ». Pour 2 F qui manquaient dans le paiement d'une cotisation Assedic, l'employeur a reçu une « mise en demeure avant poursuites » de 489,90 F, soit 487,90 F de pénalités. Le dossier est toujours en cours, la caisse Assedic se refusant à abandonner la procédure

ASSEDIC Tél : Fax :

MISE EN DEMEURE AVANT POURSUITES
(recommandée avec A.R.)

Références à rappeler
N° AFFILIE :

le 25 mai 2000

489,90 F

Monsieur,

En application des articles L 351-3-1 et suivants, R 351-3 et suivant, L 143-11-1 et L 143-11-6 du code du travail, du règlement annexé à la convention du 1er janvier 1997 relative à l'assurance chômage agréé par arrêté du 18/2/97 (JO du 20/3/97), vous aviez l'obligation de nous régler les sommes ci-dessous.

Nous vous mettons en demeure de nous régler DANS LES QUINZE JOURS A COMPTER DE LA PRESENTE.

A défaut du règlement, nous disposerons de la faculté d'émettre à votre encontre une contrainte et de mettre à votre charge tout ou partie des allocations de chômage versées à vos anciens salariés pendant la (ou les) périodes (s) de défaillance.

Vous trouverez, ci-dessous, le détail des sommes dues, établi compte-tenu des versements comptabilisés jusqu'au 24.05.2000 :

CONTRIBUTIONS	1,92 F	APPEL(S) CONCERNE(S) : AVIS REGU ANNUEL 1999 4E TRIM 1999
COTISATIONS F.N.G.S.	0,08 F	
MAJORATIONS DE RETARD (1) (Art. 16 du règlement)	487,90 F	
AUTRES FRAIS	0,00 F	
PENALITE NON-RETOUR B.D.A (1) (Art 17 du règlement)	0,00 F	
TOTAL DU	489,90 francs soit 74,68 euros.	

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le Directeur

(1) Les majorations de retard et la pénalité pour non-retour du B.D.A. sont à parfaire jusqu'à complet paiement.

KIOSQUE

► Nous avons le plaisir de vous faire part de l'ouverture de notre site Internet : *www.faits-et-documents.com* Comprenant déjà une douzaine de lettres en PDF, notre catalogue de livres et un millier de liens, il devrait s'étoffer progressivement. A partir de septembre, un courrier quotidien d'informations diverses (liste de diffusion) sera envoyé à nos abonnés qui en auront fait la demande.

► Ancien député Rassemblement national, Me **Georges-Paul Wagner** succède à **Pierre Chaumeil** comme président de l'Association professionnelle de la presse monarchiste, le plus ancien syndicat français (fondé en 1882).

► L'historien catholique contre-révolutionnaire **Jean Dumont** est décédé le 6 juillet. A Vichy, c'est lui qui avait accueilli un jeune « camelot du Roi » du nom de **François Mitterrand** et l'avait hébergé, un temps, dans sa propre chambre. Ancien professeur d'université en Espagne, où il avait vécu jusqu'au début des années 90, il avait notamment signé *L'Eglise au risque de l'histoire*.

► Chef du service de la communication de la Cour des Comptes auprès de **Pierre Joxe**, **Muriel de Pierrebourg** devient porte-parole du directeur général de l'Unesco, **Koïchiro Matsuura**. Cette ancienne journaliste de *RMC* a notamment été chargée des relations avec la presse étrangère puis attachée de presse de **François Mitterrand**.

► Principal hebdomadaire populiste américain, *The Spotlight* interrompt sa parution, son propriétaire, **Willis Carto**, fondateur du Liberty Lobby, ayant finalement perdu, après maintes péripéties, le procès qui l'opposait à l'Institute for Historical Review et la Legion for the Survival of Freedom, dans le cadre d'une très importante succession (plus de 5 millions de dollars).

► Le nouveau n° de *L'Afrique réelle* de **Bernard Lugan** (BP 6, 03140 Charroux) est particulièrement exceptionnel, avec des révélations explosives sur la création d'un Volkstaat en Afrique du sud en 1994 et une critique argumentée (avec trois articles de **Jean Haudry**) sur l'escroquerie de l'« afrocentrisme ». Par ailleurs, avec **Philippe Conrad** et **Dominique Venner**, **Bernard Lugan** a repris ses émissions sur *Radio Courtoisie*, dans le cadre du *Libre journal de Serge de Beketch*.

► Revues identitaires. 1) N° double de *Terre& Peuple* (BP 1095, 69612 Villeurbanne cedex), animée par **Pierre Vial**, avec des articles sur *Vercingétorix le Celte, la vérité sur un rebelle, Les Kalashs, à la rencontre des païens du Pakistan, L'Ecosse fière et indomptable*, et une tribune libre de **Guillaume Faye** sur la question israélo-palestinienne, où ce dernier conclut que les nationalistes n'ont à s'engager ni dans un camp ni dans l'autre, le conflit ne les concernant pas. 2) Sortie du n° 160 de La *Revue lorraine populaire*, animée par **Jean-Marie Cuny**, véritable modèle pour les bulletins régionalistes (93, Grand'Rue, 54000 Nancy). 3) *Utlagi*, riche revue normando-bretonne « pour un éveil culturel », qui consacre son dossier central au *Mont-Saint-Michel, merveille de l'Occident* (BP 50527, 35505 Vitré cedex).

► La revue *Toros* (n° 1651, 10 mai 2001) a consacré une courageuse biographie de deux pages à **Saint-Paulien**, auteur de six ouvrages consacrés à la tauromachie, dont une *Histoire de la corrida*.

► Le n° du magazine « conspirationniste » américain *Steamshovel Press* est très largement consacré à la mort de **Lady Diana** et du milliardaire **Dodi Al Fayed**, qui serait le fruit d'un complot tramé par les services secrets britanniques (POB 210553, St Louis, MO 6312, Etats-Unis).

► Sortie du *Bulletin de l'Association des amis de Robert Brasillach* (CP, CH-1211 Genève 3, Suisse) dirigé par **Philippe Junod**. Les très riches *Cahiers* n° 44/45 (environ 400 pages) devraient être disponibles à la rentrée, avec notamment 4 lettres inédites de **Robert Brasillach** et une bibliographie établie par **Alain de Benoist**.

► Catholicisme. 1) Le n° d'été de l'excellente revue *Catholica* (BP 246, 9162 Longjumeaux cedex), toujours aussi passionnante n° après n°, a pour thème central *L'Esprit totalitaire*, avec notamment des bonnes feuilles sur *Les Origines du totalitarisme* de **Claude Polin**. Autres dossiers : *Histoire et théologie* et *Le Pluralisme, nouveau dogme?* 2) *Le Sel de la terre* (Couvent de La Haye-aux-Bonshommes, 49240 Avrillé), revue doctrinale thomiste, consacre un n° spécial au *Dixième anniversaire du décès de Mgr Lefebvre*.

► La *Petite encyclopédie des vents de France, leur origine, leur histoire* d'**Honorin Victoire**, sorti chez Jean-Claude Lattès, est une passionnante histoire des vents de France, qui possède la plus belle des roses de vents du monde, du Mistral à la Galerne, en passant par le Joran, la Brule et plus de 600 autres.

► Historien de l'art conduisant depuis plus de vingt ans des recherches sur le mouvement futuriste, **Giovanni Lista** signe un superbe album portant sur *Le Futurisme*, aux éditions Terrail, véritable synthèse de référence sur la première avant-garde du XX^e^ siècle dont les principaux représentants rejoignirent le fascio.

► Publié par L'Harmattan, *Sartre, Vichy et les intellectuels* d'**Ingrid Galster**, spécialiste de Sartre durant l'Occupation auquel elle a déjà consacré trois ouvrages, examine de manière non polémique mais extrêmement détaillée l'itinéraire et les prises de position de celui qui déclarait philosophiquement « jamais nous n'avons été plus libres que sous l'occupation allemande » (index).

► **Vincent Reynouard**, auteur de la vidéo *50 ans de mensonge*, consacrée à Oradour-sur-Glane, a été mis en examen pour « apologie de crime de guerre » et placé sous contrôle judiciaire par le juge d'instruction limougeaux **Christine Fourel**.

► Godefroy de Bouillon (40 rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris) propose en souscription (220 F port compris) un superbe livre-album, *La France politique 1900-1940* de **Philippe Guimberteau** et **Cyril Le Talec** comprenant une centaine de pages en couleurs de tracts, drapeaux et insignes de partis politiques essentiellement nationalistes de l'entre-deux-guerres.



KIOSQUE

► Les Editions Augustin Barruel rééditent à mille exemplaires l'ouvrage introuvable de **Domenico Margiotta**, paru en 1895 avec la bénédiction du Vatican, Le Palladisme, culte de Satan-Lucifer dans les triangles maçonniques (BP 8, 33650 Cabanac et *www.barruel.com*).

► Un très important *Guidargus du livre politique pendant l'Occupation (1940-1944)*, mentionnant près de 3 000 auteurs et recensant plus de 5 000 titres, avec le plus possible de renseignements sur ces auteurs et sur leurs œuvres, est proposé par souscription, avec parution au 30 septembre 2001, par le professeur **Charles-Antoine Cardot** (350 F port compris. 18, avenue d'Occitanie, 63960 Veyre-Monton). Ce dernier vient d'ailleurs de signer un n° complet du *Bulletin célinien* (BP 70, B-1000 Bruxelles 22, Belgique) consacré à *Céline et Monfort-sur-Meun (1918-1957)*.

► **Christian Bouchet** signe aux éditions Déterna (Centre MBE 302, 69 Bd St-Marcel, 75013 Paris) un gros recueil d'entretiens avec une douzaine de jeunes militants nationaux, intitulé *Les Nouveaux nationalistes*. Le même propose, chez Pardes (9 rue Jules Dumesnil, 45390 Puiseaux) un *B.A. BA du néo-paganisme*, qui présente les différentes « chapelles » de ce mouvement mal connu en France, du druidisme à l'hellénisme, du pythagorisme au judéo-paganisme (bibliographie).

► Toujours chez Pardes, sortie, dans la collection *Qui suis-je?*, d'une biographie richement illustrée (souvent par des documents méconnus) de **René Guénon** par **David Gattegno**, excellente introduction tant à l'itinéraire de ce philosophe traditionnel que de son œuvre qui exerce une influence importante dans certains milieux nationalistes ésotériques (chronologie, bibliographie).

► L'éditeur italien Einaudi sort un CD-Rom comprenant tous les textes et études de l'historien **Renzo de Felice** sur **Mussolini** et le fascisme.

✷ Scandale dans la communauté juive britannique, depuis la découverte que le German Welfare Council, association d'aide aux immigrés juifs allemands, perçoit depuis 1975 les droits d'auteur sur l'édition anglaise de *Mein Kampf*.

✋ Les Presses universitaires de France sont en train de « nettoyer » le catalogue de sa collection *Que sais-je?* dans un sens politiquement correct. Seraient prochainement envoyés au pilon, selon le nouveau n° de *Terre et peuple*, *La Sociobiologie*, *L'Impérialisme*, *L'Ethnopolitique*, *L'Ecologie humaine*, *L'Hérédite humaine*, etc. Ont déjà disparu depuis longtemps déjà *Les Indo-Européens*, *L'Anthropologie physique*, *La Psychologie des peuples*, etc.

► Désastre pour le patrimoine : 11 des 28 laboratoires constituant le Musée national d'histoire naturelle, fondé en 1793, vont être déménagés ou démantelés. Les 300 000 pièces des collections d'ethnologie du Musée de l'Homme vont être déménagées et dispersées. Le Musée des arts et traditions populaires va être transféré à Marseille. La bibliothèque de l'Institut national de recherche pédagogique (600 000 volumes) va être dispersée en septembre.

► Les Postes tunisiennes viennent d'émettre un timbre en hommage au petit Palestinien tué par Tsahal, aux côtés de son père, dont la photo a fait le tour du monde.

► Internet : 1) Les deux principaux sites de référence des mouvements nationalistes australiens sont *www.alphalink.net.au/~radnat/* et *http://members.ozemail.com.au/~ınatinfo/* 2) Pour vos recherches généalogiques, un particulier a mis en base de données l'intégralité de l'annuaire téléphonique de 1902 (avec adresses) : *http://ma page.noos.fr/voute/cgi/annuaire.htm* 3) avez-vous eu un ancêtre guillotiné pendant la Révolution : *http://rcombes.ifrance.com/rcombes/* 4) Dictionnaire de citations, proverbes, maximes, aphorismes : *wwww.paragraphescom/gen/front.html* 5) Dossier consacré à **Marcel Aymé** : *www.paru.com/redac/critiquLitterature/axxxxx17.htm* 6) Excellent moteur de recherche de photos : *www.diggit.com* 6)cartothèque de Sciences-Po (plusieurs milliers de cartes) : *www.sciences-po.fr/catographie/cartotheque/carte_diagrammes/jeu_accueil_cartotheque.html*

► Expositions d'été : 1) *The True Story of the Vandals*, exposition sur les Vandales, Germains orientaux établis à l'origine entre la Vistule et l'Oder et qui migrèrent jusqu'en Afrique du Nord, au Konstarkivet de Värnamo, en Suède (Tel. : 46(0)370 148 00). 2) *Vénus, mythe oublié*, au Koninkijk Museum voor Schone Kunsten d'Anvers (Tel. : 32 3 242 04 16). 3) *L'Europe des Anjou*, exceptionnelle présentation d'œuvres conservées en Italie ou dans les pays d'Europe centrale, à l'abbaye de Fontevraud (jusqu'au 16 septembre. Tel. : 02 41 51 71 41). Superbe catalogue. 4) *Sang et arène*, exposition jusqu'au 7 janvier consacrée aux gladiateurs au Colisée de Rome (Tel. : 39 06 700 426). 5) *Lettonie-Latvija, histoire, arts, traditions*. Jusqu'au 20 janvier 2002 au Musée de l'Homme (place du Trocadéro, Paris).

► Un parc d'attractions consacré au totalitarisme communiste a ouvert ses portes à Grutas, bourgade située à 130 km de Vilnius, à la frontière de la Lituanie et du Belarus. Outre de multiples statues des dictateurs et hiérarques staliniens, on y trouve un musée de la propagande, des wagons de transport de déportés, un cinéma projetant des films de « rééducation politique », etc. Et même un restaurant sibérien, où le menu se compose de champignons et de topinambours.

► Lors de sa visite au Festival du film documentaire de Saint-Petersbourg (Russie), le 21 juin, la cinéaste allemande **Leni Riefenstahl**, auteur d'*Olympia* et du *Triomphe de la volonté*, a déclaré : « Je ne regrette pas ce que j'ai fait, mais j'ai toujours espéré à mon égard, comme envers toute personne, plus de gentillesse et plus de pardon. »

✷ Pour ceux qui se rendraient en Israël cet été, visitez le Musée du fisc, situé juste à côté de la porte de Jaffa, à côté du Parc de l'Indépendance. La plupart des salles sont consacrées aux taxes qui touchaient les communautés juives de part le monde.



POLITIQUEMENT INCORRECT



▶ C'est dans les vieux pots qu'on fait la meilleure cuisine : réputé « sensible », le lycée Récamier de Lyon vient de réintroduire le système de la distribution des prix en fin d'année, de manière à valoriser les élèves les plus méritants. Bien entendu, « il ne s'agit pas d'une mesure de nostalgie » précise le proviseur, **Chantal Daux**, qui a tenu à honorer également certains brillants sportifs et même des « adolescents très investis dans la vie démocratique du lycée ».

▶ Lors de la récente Journée internationale des Eglises à Francfort-sur-le-Main, il a été projeté d'organiser désormais une « cène », où seront servis du pain, du fromage, des fruits et du jus de raisin. Commentaire du comité organisateur : « Nous abandonnons définitivement l'idée de manger la viande et de boire le sang » du Christ.

▶ Saisi de plaintes de la Ligue des droits de l'homme de Belgique et du Centre antiraciste de Bruxelles à l'encontre de trois associations-satellites du Vlaams Blok, le président d'une chambre du tribunal de Bruxelles a rejeté celles-ci, estimant, tout en condamnant le « nationalisme excessif », que ce n'était pas du ressort des tribunaux de juger des opinions politiques.

▶ A l'occasion du 225e anniversaire de l'indépendance des Etats-Unis, un sondage conduit auprès des jeunes lycéens américains a permis de savoir qu'un quart d'entre eux ne savait pas qu'il s'agissait précédemment d'une colonie anglaise et que 17% ignoraient la date de l'indépendance (4 juillet 1776). Par ailleurs, un quart pense que la guerre civile américaine, qui opposa les Etats du Sud à ceux du Nord, avait opposé les Etats-Unis et l'Angleterre.

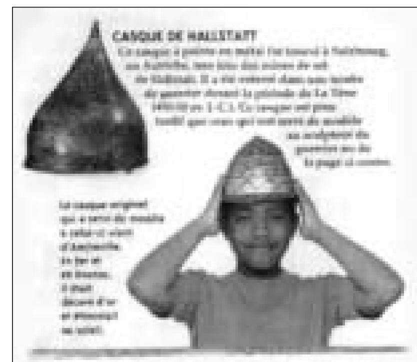
▶ La superstition gagne du terrain en Allemagne, selon les études de longue durée conduite par l'Institut pour la démoscopie d'Ailensbach. En 1913, 26% des Allemands croyaient qu'un trèfle à quatre feuilles portait bonheur. Ils sont aujourd'hui 42%.

▶ Le *Journal de la France et des Français, Chronologie politique, culturelle et religieuse d Clovis à 2000* (Quarto, 2001) comporte un article sur le « révisionnisme », rebaptisé « négationnisme », où l'on lit ce stupéfiant aveu à propos de **Robert Faurisson**, **Henri Roques** ou **Roger Garaudy** : « Manipulant le mensonge à un degré extrême, ils sont difficiles à réfuter avec des arguments logiques. »

▶ Auteur d'*Autant en emporte le vent*, vendu à plus de 30 millions d'exemplaires, *Margaret Mitchell* est désormais un auteur éminemment incorrect aux Etats-Unis. Sa maison-musée, qui avait été incendiée en 1994, est désormais gardée 24 h sur 24 pour éviter de nouvelles attaques « antiracistes ».

▶ Loin des « Bleus » qualifiés d'office, une autre équipe de France s'est lancée à Auckland dans les éliminatoires du Mondial 2002 de football : l'équipe de Tahiti, territoire d'outre-mer, qui dispose de sa propre autonomie au sein du mouvement sportif.

▶ Les nouveaux volumes pour la jeunesse parus Editions de La Martinière, veulent fournir « des informations historiques et des activités manuelles pour découvrir et vivre comme les peuples du passé », illustrent parfaitement la vieille règle républicaine, « nos ancêtres les Gaulois », comme en témoignent ces extraits issus des volumes *Vivre comme… les Celtes* et *Vivre comme… les Japonais*, avec la plupart des ouvrages de la même série dans la même veine « pluri-ethnique ».





▶ Deux bourgades rurales de l'Utah (Etats-Unis), La Verkin et Virgin, viennent de faire sécession des Nations Unies, créant une « United Nations free zone », où tout symbole mondialiste, notamment le drapeau de l'ONU, est interdit.

▶ Les puces électroniques permettant de traquer en permanence votre enfant, votre chien ou votre voiture sur un écran d'ordinateur sont désormais vendues sur Internet, par Digital Angel (*www.digitalangel.net*).

✸ Le dernier n° de *Jourpost 77*, le journal des postiers de Seine-et-Marne a provoqué l'ire des bien-pensants. Pour sensibiliser les conseillers financiers aux dangers nés de la multiplication des escroqueries, une postière de Bussy-St-Georges y explique comment elle a participé à l'arrestation d'un escroc qui voulait ouvrir un compte. Elle y évoque ce « client tunisien », qui se révélera être un « Turc entré en France de manière clandestine », dont « la poignée de main moite et inconsistante, ainsi que son regard fuyant » avaient « éveillé les soupçons ». Des termes évidemment scandaleux pour le Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés qui a porté plainte.

Faits & Documents, bimensuel édité par Faits & Documents, BP 254-09, 75424 Paris cedex 09, France. Tel/fax : 01 40 16 80 92
Directeur de publication : Emmanuel Ratier.
© Faits & Documents 2000. Reproduction strictement interdite. E-Mail : *eratier@faits-et-documents.com*
Mis en page par Rivoal Communication. Commission paritaire N°76-548. ISSN 1268-5690. Imprimé par Dalex, Montrouge.
Abonnement annuel (21 nos + 1 index) : 495 F (soutien : 650 F); 6 mois (10 nos) : 300 F; 3 mois (5 nos) : 200 F.